



---

**CONSEIL REGIONAL  
GROUPE COMMUNISTE**

---

6, rue Jeanne d'Arc  
45000 ORLEANS

---

---

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

---

### **Défendre et promouvoir le service public postal, en Région Centre aussi**

Le 09 juillet dernier, le groupe communiste de la Région Centre exprimait, à travers un communiqué de presse, son opposition au changement de statut de La Poste.

Depuis, la mobilisation n'a cessé de progresser. Les organisations syndicales de l'entreprise se sont rassemblées contre le projet du gouvernement et de la direction de La Poste. Ainsi, elles exigent la mise en place d'un grand débat public et un référendum soumis à la population. Une pétition pour la défense du service public postal est d'ailleurs proposée aux citoyens.

Parallèlement aux syndicats, des organisations politiques de gauche se sont unies contre ce choix de la privatisation de La Poste. Le PS, le PRG, le MDC et le PCF réclament également un référendum sur l'avenir de l'établissement public et proposent une pétition à signer.

C'est la première fois qu'un tel rassemblement aussi large, aussi divers se réalise pour défendre un service public.

Compte tenu de ce contexte, notre groupe a souhaité que la Région Centre s'engage fortement pour défendre et promouvoir le service public postal. C'est la raison pour laquelle nous avons été à l'initiative d'un vœu, cosigné par nos collègues de la majorité, le PS, le PRG et les Verts et adopté lors de la dernière session plénière du Conseil régional ce jeudi 16 octobre.

Dans ce vœu, les élus régionaux rappellent leur attachement au service public postal et à son développement. Ainsi, avec les citoyennes et les citoyens, avec les personnels de La Poste, le Conseil Régional du Centre :

- **s'oppose à la privatisation de cette entreprise, initiée par son changement de statut en société anonyme**
- **demande au gouvernement la mise en place d'un véritable projet de relance du service public de la Poste**
- **demande qu'un grand débat public soit organisé sur les missions de La Poste et sur l'amélioration du service rendu en réponse aux besoins de la population, ainsi que sur les nouvelles formes de gestion qui permettront de démocratiser les services publics en impliquant davantage les représentants des usagers, des salariés et des élus.**

Ensemble, salariés, usagers, élus, mobilisons-nous pour notre service public postal.